

Chrétien Lupus. Sa période ultramontaine (1660-1681)*

10. *Lupus et la province religieuse des augustins belges.*

Bon religieux, Lupus était attaché à son ordre, à sa province, à son couvent et à ses confrères. Il travaille à Rome à la réhabilitation de son confrère Rivius ²⁶⁷) dont nous reparlerons encore; il tient au collège des humanités de Louvain qu'il rebâtit à ses frais et où il se tient prêt, jusqu'à un âge très avancé, à entendre les confessions ²⁶⁸. Il se donne de la peine pour relever le centenaire du St. Sacrement

*) Voir *Augustiniana* 25 (1975), 293-329; 27 (1977), 238-282.

²⁶⁷) L. CEYSSENS, *L'Augustin Jean Rivius. Ses accointances avec le jansénisme*, dans *Augustiniana*, 17 (1967) 436-437. Cf infra.

²⁶⁸) N. TEEUWEN, *Het College der Augustijnen te Leuven*, dans *Augustiniana*, 1 (1951) 48-74. Déjà avant son provincialat Lupus s'était occupé du collège; au moment de son élection au provincialat, son neveu, Gilles Lupus, « Gymnasii S. Augustini ibidem quondam alumnus », chantait :

Fac modo gymnasium consurgat Apolline signum,

Amata musis fabrica.

Nobile gymnasium, multis sublime columnis,

Recentioris [collegii Trinitatis] aemulum.

Fac modo, namque potes; parcas si dixerò, debes;

Vetusta namque corruunt

Imbribus et ventis fragilis structura patescit,

Structura lenta, terrea.

Frigora quam penetrant, nimius quam dissuit aestus,

Quam laxat humor noxius.

Intra quam nullis licet esse a turbine tutis,

Ne gliribus, ne muribus.

Cuius dilabens quassati tegula tecti

Me pene nuper perdidit...

GILLES LUPUS, *Eximio Patri... Lupo... provinciali electo*; cf. supra. Farvacques dans l'*Oraison funèbre* (p. 9), écrit : « Ex eodem charitatis fonte fluebat indefessa illa sollicitudo qua puerorum et adolescentum sacramentalem confessionem audiebat, neglectis etiam summi momenti negotiis ». Après la mort de Lupus, Wijnants écrit à Favoriti : « Hic perfectissimus monachus [Lupus], dum viveret, omnia sua proventus emolumenta dispersit in restaurationem literarii Lovaniensis apud nos collegii. Et ipsum amisit suum patronum ac restauratorem. Hinc haeremus in angustiis »; FFC, doc. 202.

du Miracle ²⁶⁹). Il aime sa province; volontiers il en fait l'éloge; s'il doit en dire du mal, il n'oublie pas de faire valoir des excuses ²⁷⁰).

En raison de ses talents, de ses études, de ses grades, de ses fonctions, de la considération dont il jouit auprès de ses confrères, Lupus va être appelé à participer au gouvernement de sa province et de son ordre.

Ayant été nommé maître en théologie en 1655, par son général Paul Luchini, Lupus était en droit d'assister aux chapitres provinciaux. De fait, depuis lors il s'y trouvait toujours, même à des titres plus éminents. Au chapitre de 1661, il présidait en vertu d'une nomination de son général. Au chapitre suivant, en 1664, Lupus devient second définiteur, fonction dans laquelle il n'est pas confirmé au chapitre de 1667, où il assiste cependant, ayant en poche une dispense du général Pierre Lanfranconi, en date du 15 janvier 1667, qui lui permettait d'accéder éventuellement au provincialat quoiqu'il n'eût pas encore été prieur ni régent ²⁷¹). En 1670, Lupus est réélu définiteur; en 1673 il préside; en 1676 il est élu provincial; en 1680 il démissionne ²⁷²).

Pour comprendre les problèmes du gouvernement de la province qui ont occupé Lupus, il faut revenir en arrière et dire un mot du « premier schisme » ²⁷³).

Vers 1645, Michel Paludanus, homme capable mais ambitieux, s'était opposé au provincial Jean Rivius, qu'il accusait de jansénisme. Lui-même avait été janséniste, mais pour le besoin de la cause, il avait changé son fusil d'épaule. Devenu chef d'une faction antijanséniste, il avait fait bande à part et organisé un chapitre provincial rebelle, contre le chapitre légitime.

Néanmoins, sous la pression d'Albizzi et d'autres antijansénistes de Rome, l'incroyable se réalisa. Les actes du chapitre rebelle furent confirmés, ceux du chapitre légitime annulés. De la sorte, les réfrac-

²⁶⁹) Nous avons mentionné plus haut les soins que Lupus donna au tricentenaire du Sacrement du Miracle. Lupus y déposa en 1679 les deux médailles qu'il venait de recevoir du pape; FARVACQUES, *Oratio*, p. 9; cf. infra.

²⁷⁰) Voir plus bas ses lettres à Bona.

²⁷¹) AGA, Dd 102, f° 154r.

²⁷²) Ces détails, et bien d'autres, nous ont été communiqués par feu le R. P. Teeuwen, à qui je dédie une pensée reconnaissante.

²⁷³) Ce schisme a été longuement décrit dans mon étude *Michel Paludanus. Ses attitudes devant le jansénisme*, art. cit.

taires occupèrent tous les postes importants dans la province et dans les couvents. Pour conserver cette situation, pour désarmer leurs adversaires plus nombreux, ils obtinrent qu'au chapitre suivant il n'y eût pas d'élection, mais que les nouveaux supérieurs fussent directement nommés à Rome.

Une des premières tâches que Lupus se proposait, c'était d'en revenir aux chapitres normaux avec élections. Dans ce dessein, il s'adressa à son puissant ami de Rome, Favoriti. Celui-ci, acceptant les arguments venus de Louvain, répondit le 19 avril 1664 dans le sens voulu : la « *provincia iam ordinata et in disciplinam pristinam restituta* » pouvait dorénavant gérer ses affaires, tenir le chapitre et les élections ²⁷⁴).

Dans ce chapitre de 1664, Jean-Baptiste Du Pernes, natif de Lille, fut élu provincial. Mais les espoirs de Lupus ne se réalisèrent pas. La province était loin d'être apaisée. Les difficultés allaient renaître plus fortes que jamais. Avant de les aborder, nous devons faire la connaissance des principaux agents.

A l'égal de Lupus ²⁷⁵), Du Pernes avait autrefois quelque peu adhéré au parti de Paludanus ; il avait même été élu pro-visiteur au chapitre rebelle de 1648 ²⁷⁶). Mais il semble avoir été un homme assez paisible qui, avec le temps, obtint la confiance des deux partis. Lupus le connaissait bien, ayant été longtemps son collègue dans l'enseignement.

Le triennat 1664-1667 se passa tranquillement mise à part l'opposition causée par le P. Michel Van Hecke, dont nous reparlerons encore. Après les triennats de Guillaume Bolly (1667-1670) et de Guillaume Rovenich, un allemand de Cologne (1670-1673), Du Pernes fut réélu au chapitre de 1673 ; les difficultés, qui prendront le nom de « second schisme », vont alors recommencer par l'action conjointe des généraux et du P. Michel Van Hecke.

Nous rencontrerons plus loin les généraux suivants : Pietro Lanfranconi (1661-1667), qui devint, en 1667, évêque de Terni ; Girolamo Valvassori (1667-1673), plus tard (en 1677) évêque de Pesaro ;

²⁷⁴) FFC, doc. 7.

²⁷⁵) CEYSSENS, Michel *Paludanus*, dans *Augustiniana*, 5 (1955) 224-225. Lupus avait excité des confrères à choisir « des députés » pour le chapitre provincial, quoique cette élection eût été interdite par les supérieurs majeurs. Il fut déposé de sa chaire de théologie au couvent de Louvain.

²⁷⁶) *Liber Mechliniensis*, f° 30.

Nicolas Olivi (1673-1676), qui devint évêque de Cortone en 1677; Domenico Valvasori, vicaire général de 1677 à 1679, général de 1679 à 1685, et finalement (en 1686) évêque de Gravina ²⁷⁷).

Tous ces généraux avaient bien l'intention de promouvoir la réforme de l'ordre ²⁷⁸), mais manquant de constance et de continuité, leur action ne fut pas très efficace. Surtout ils avaient à compter avec les ingérences déconcertantes des cardinaux protecteurs. Parmi ceux-ci, le premier à mentionner est Giovanbattista Pallotta ²⁷⁹) que l'ordre eut à supporter près de trente ans. Finalement, il entra en conflit aigu avec le général Lanfranconi, qui en 1673 réussit à le faire remplacer. Son successeur Lorenzo Imperiali, nommé le 22 mars 1673, mourut le 21 septembre suivant ²⁸⁰). Deux jours plus tard, Paoluzzo Altieri, cardinal-neveu, lui succéda.

Un autre personnage à signaler est le P. Michel Van Hecke, dont la carrière ressemble quelque peu à celle de Lupus ²⁸¹). D'abord, comme lui, janséniste, il changea de camp assez tôt, devenant beaucoup plus antijanséniste que Lupus ne le sera jamais. Ambitieux, mais mal équilibré, il voulut s'introduire dans l'université de l'Université de Louvain avec l'aide du fougueux antijanséniste Nicolas Du Bois. Par cela même et par le fait qu'il ne possédait pas les grades voulus pour l'emploi qu'il ambitionnait, il ne réussit pas. Il crut cependant trouver une issue en se faisant le champion de l'infallibilité de l'Église et du pape contre le professeur Jean Sinnich, qu'il accusait de ne pas la reconnaître. Noyé dans les difficultés qu'il s'était suscitées, Van Hecke, se donnant pour une victime des jansénistes ²⁸²), se rendit

²⁷⁷) N. TEEUWEN et I. GRABER, *Die Generalpriorien und Generalkapitel des Augustinerordens*, dans *Cor unum. Mitteilungen an die deutsche Augustinerfamilie*, 29 (1971) 29.

²⁷⁸) B. VAN LUIJK, *L'Ordine agostiniano e la riforma monastica*, dans *Augustiniana*, 20 (1970) 653-682.

²⁷⁹) Ibid., p. 663, 669.

²⁸⁰) Ibid., p. 669.

²⁸¹) Voir notre étude déjà citée : *Michael Van Hecke op weg naar Rome*.

²⁸²) Dans un document d'origine antijanséniste, envoyé le 24 septembre 1672 par le Saint-Office au nonce à Madrid, il est affirmé : « s'aggionse di più che se i dottori regolari si mostrassero appertamente contrarii a Giansenio, i loro conventi ne patirebbero, e perchè gli sarebbero in Lovanio sottratte molte elemosine, e gli istessi Padri sarebbero perseguitati et odiati da loro confratelli per la causa sudetta della diminutione dell'elemosine, come lo è stato il sudetto Padre Van Hecke »; CEYSENS, *Sources... 1661-1672*, p. 531.

à Rome en 1660; il en revint en vainqueur en 1662, deux ans après le retour victorieux de Lupus.

Les problèmes que, dans ces circonstances Lupus aura à aborder au cours des années suivantes, furent triples : rendre inoffensif ce P. Van Hecke dont l'autorité, grâce à son antijansénisme et sa grandiloquence, s'accroît toujours à Rome; promouvoir la discipline monastique en supprimant le régime des privilèges qui en est l'ennemi; obtenir le partage de la province qui est trop étendue et trop diversifiée pour être gouvernable.

Les premières difficultés avec le P. Van Hecke.

Après son retour victorieux de Rome, Van Hecke, à la suite de ses propres excentricités, ne connaît que des revers, qu'il attribue au P. Lupus. Le General Lanfranconi le croit sur parole et ordonne au provincial Du Pernes, le 14 juin 1664 :

« ...Si opus fuerit, nomine nostro, Patrem Magistrum Lupum admonebis ut praedicto Magistro Heckio non obstet, imo suffragetur in iis quae religiosum decent, nec eidem Patri illorum impressiones, quae nostrae religionis et Ecclesiae catholicae ornamento sunt, impediat » ²⁸³).

Mais Lupus et d'autres ne manquent pas de mieux instruire les autorités romaines. Favoriti joue ici un rôle. Au nom du cardinal Jules Rospigliosi, secrétaire d'Etat, il écrit, le 27 septembre 1664, une lettre dure au général :

« Ex litteris virorum doctrina ac fide praestantium qui in Belgio vivunt quaeque inibi geruntur probe noscunt, intellexit Sanctissimus Dominus Noster Patrem Michaellem Van Hecke, augustinianum, sacrae theologiae professorem in Duacena academia quasdam theses publicasse in quibus nonnulli acerbe perstringebantur, quos minime opus erat, et habere sub proelo librum acrimoniae et bilis plenum adversus aliquos qui lacesciti, excitare facile possunt veteres tragedias, magno cum illius provinciae malo, ut superiorum temporum exempla docuerunt. Patrem Provincialem requisitum ut renascenti zizaniae obvium iret, et Patrem Michaellem in officio contineret, nihil moveri quasi id in eius auctoritate positum non sit.

²⁸³) Ibid., p. 131. Sur le livre antijanséniste que Van Hecke désirait publier, on trouvera plus loin quelques indications.; cf. CEYSSENS, *P. Michael Van Hecke*, art. cit., p. 65.

Vehementer ad haec commota est Sanctitas Sua, ac ne parva haec scintilla, si contemnetur, aliquod incendium excitet, illico me iussit haec omnia Paternitati Vestrae significare ac pontificio nomine iniungere ut quamprimum P. Michaellem, et si qui alii sunt seditioso ingenio, pro imperio coerceat, ac P. Provinciali in Belgio mandet ut omni periculo diligenter occurrat, et praedictum librum et quaecumque occasionem novis turbis praeberere possunt de medio tollat » ²⁸⁴).

Recevant cette lettre, devant faire machine arrière, le général, naturellement, en voulut au P. Lupus et au P. Du Pernes. Van Hecke, qui eut communication de cette lettre curialice, fut très froissé et porta ses plaintes auprès de ses protecteurs romains. Favoriti en eut des échos qui l'inquiétèrent. Le 2 mai 1665, il écrivit à Lupus :

« Intelligo Patrem Michaellem Vekenium [sic] conqueri de litteris ab Eminentissimo Rospigliosi ad Patrem Generalem anno superiori datis, iussu Summi Pontificis, quasi eius seditiosum ingenium cum aliqua acerbitate perstringunt. Nolle haec illi occasio data esset, litteris eiusdem evulgatis. Video enim quamplures Romae esse huius fautores, qui negent praeclara ipsius in hanc Sanctam Sedem merita hanc mercedem mereri » ²⁸⁵).

Van Hecke aura l'occasion de se venger, car ses protecteurs l'inviteront à Rome où il fera carrière.

²⁸⁴) CEYSENS, *Sources... 1661-1672*, p. 188-189. Favoriti remit une copie de cette lettre à Lupus; cf. *ibid.* 135-136. Il sera bon de faire remarquer que l'opposition fondamentale entre Lupus et Van Hecke connut des hauts et des bas. Pour certaines choses (par exemple pour la division de la province), en certains moments les deux confrères se rapprochaient assez. C'est surtout après que Van Hecke eut obtenu l'assistance générale de Germanie et qu'il en vint à s'ingérer directement dans les affaires de la province belge-colonaise, que l'antagonisme devint aigu.

²⁸⁵) *Ibid.*, p. 143. Plus tard, le 4 mai 1674, Lupus écrira à Bona : « Aliam rationem Eminentia Vestra dignetur ad aurem accipere. Eam invitatus edico. Haec omnia aguntur ex spiritu vindictae. P. Michael Heckius, qui Romae dicitur assistens Germaniae, graves hic lites habuit. Eum haec universitas expunxit ex albo doctorum et proscripsit a scholis publicis. Rex catholicus eius quemdam librum prohibuit et sub sigillis regis damnavit ad perpetuas tenebras. Et regium iudicium Alexander VII confirmavit. Et haec omnia P. Provincialis... debuit exequi et fuit executus... Hoc apud istum assistentem manet alta mente repostum et modo operatur. Haec item omnia sunt inscripta regestis. Hinc ipsa ne raderentur aut paterentur iniuriam, censui revelanda »; BONA, *Epistolae* (edit. Passionei) p. 59-60.

Les maîtres en théologie surnuméraires.

Lupus se prend à une autre difficulté : les trop nombreux maîtres en théologie qui jouissent de privilèges exorbitants et contraires à la bonne discipline. La province autrefois n'en avait que six ; le général Luchini avait augmenté leur nombre jusqu'à dix et se réservait le droit d'en faire nommer d'autres par bref pontifical ²⁸⁶).

Contre cet abus, Lupus et ses confrères eurent recours au général suivant, Lanfranconi, mais sans succès. Ils s'adressent donc directement au Saint-Siège par l'intermédiaire du P. Bona, ami de Favoriti et directeur spirituel du pape. Lupus lui écrit le 18 mars 1666 :

« Consueta apud Romanam Vestram Paternitatem fiducia uti pergo. Haec nostra Belgica provincia sex solos semper habuit Sacrae Theologiae privilegiatos magistros, viros eruditione ac morum probitate spectabiles.

Verum bonae memoriae P. Paulus Luchinus, prior noster generalis, in sua visitatione, induxit numerum denarium et locum insuper fecit magistris supernumerariis creandis per breve apostolicum. Hinc videmus nobis et esse et fore magistros de quibus dici non possit : *Multitudo sapientum est suavitas orbis terrarum*. Exemptionum et privilegiorum copia quantum noceat monasticae disciplinae, apud tantum reformatissimae religionis praelatum nolim ego exaggerare. Reverendissimus P. Generalis nos, ad avitum numerum, ex gravissimis rationibus, reclamantes, non vult exaudire ; ideoque Sanctissimo Domino supplicare cogimur per his inclusum libellum. Ex corde supplico ut illum cum congruis commendationibus exhibere, suae in me indignum nimiae benevolentiae superaddere hocce beneficium, et omnem hanc nostram provinciam perpetuo vinculo sibi adstringere dignetur Vestra R^{ma} Paternitas » ²⁸⁷).

Lorsque Bona parla au pape de cette affaire, il fit cette réponse bienveillante : « *Vedremo che il Padre Lupo sia consolato* » ²⁸⁸). Mais les démarches ne semblent pas avoir eu d'autre effet que d'indisposer le général. Celui-ci et ses successeurs (jusqu'à Innocent XI, tout comme leurs prédécesseurs, eurent le privilège de créer des maîtres surnuméraires ²⁸⁹) et en usèrent volontiers.

²⁸⁶) Lupus lui-même avait été parmi ces privilégiés.

²⁸⁷) CRYSENS, *Sources...* 1661-1672, p. 164-165.

²⁸⁸) Ibid., p. 165 ; 168-169.

²⁸⁹) Cf. VAN LUIJK, *L'Ordine agostiniano*, dans *Augustiniano*, 20 (1970) 669. Innocent XI refusa « per il tempo del suo pontificato (1676-1689), la potestà di laureare il numero tradizionale dei loro sudditi » ; ibid., p. 676.

Le partage de la province.

Depuis longtemps existait le projet de diviser la province. Celle-ci, très étendue, comprenait les Pays-Bas espagnols (avec le Nord de la France), la mission hollandaise, et une grande partie (neuf couvents) de l'Allemagne. En somme trois nations, trois langues nationales, des distances énormes pour l'époque. Dès 1647, Ignace de Dijkere avait fait des démarches à Rome pour faire rémédier à ces inconvénients ²⁹⁰). Depuis lors, la situation avait empiré. Durant les guerres de dévolution, la France avait annexé plusieurs villes des Pays-Bas espagnols et les couvents qui s'y trouvaient furent pratiquement séparés de leur province. En 1676, nous le verrons, les supérieurs et les délégués de ces couvents ne pourront pas se rendre au chapitre provincial ²⁹¹).

Dès lors, la division était devenue une question urgente. Lupus se démenait. En 1673 il se rendit à Maastricht pour y négocier avec les confrères d'outre Rhin ²⁹²). Il recommanda l'affaire à ses correspondants romains. Le 3 novembre 1673, il écrit au nouveau cardinal protecteur Altieri. Après une description élogieuse de sa province, il poursuit :

« Verum quaedam causae induxerunt naevos et morbos, qui corrigi debent, et corrigi plene non possint nisi haec nimium vasta provincia in tres dividatur. Rationes exponet P. Assistens Germaniae. Ex corde supplico ut illum et nos exaudire ac tantum beneficium nobis afflictissimis Belgis impendere dignetur Vestra Eminentia » ²⁹³).

Le même jour, Lupus s'adresse à son ami Favoriti :

« ...Non ita pridem Gratiae Vestrae scripsi augustinianae nostrae in Belgio provinciae divisionem esse necessariam. Rationes si forsan exciderint denuo exponet P. Assistens Germaniae. Expediet etiam audiri Patrem Seraphinum » ²⁹⁴).

Après le 9 décembre (date de la suspension du provincial), Lupus, mieux renseigné, n'aurait plus parlé de l'assistant Van Hecke. Séraphin

²⁹⁰) AGA, Dd 52, n° 201.

²⁹¹) Cf. infra.

²⁹²) LUPUS, *Opera omnia*, t. XII, p. 359.

²⁹³) FFC, doc. 58.

²⁹⁴) FFC, doc. 59.

de Jésus-Marie, carme, étant natif du Nord de la France, pouvait effet expliquer la situation des religieux de cette contrée.

Mais Lupus se trompait en croyant qu'il pouvait compter sur la collaboration du P. Van Hecke. Celui-ci était entré en lutte ouverte avec sa province, dont il empêchait le partage.

Le second conflit avec le P. Van Hecke.

A la suite de ses difficultés diverses, dans son couvent, dans sa province et dans l'université, Van Hecke, avec l'appui des inter-nonces, avait quitté la Belgique en 1670 pour se fixer à Rome ²⁹⁵). Ses protecteurs l'aidèrent à y faire carrière. Il devint professeur à la Sapience, membre des congrégations du Saint-Office et de la Propagande. Le 7 décembre 1672, il réussit à se faire nommer, d'une manière anormale (non pas par élection au chapitre général, mais par un bref pontifical) assistant général pour la Germanie ²⁹⁶). Ainsi, au chapitre général de 1673, les capitulaires n'avaient pas eu l'occasion de procéder à un choix, mais avaient dû enregistrer cette nomination pontificale. Alors que l'assistant précédent, Jean de Breisach ²⁹⁷), durant sa longue carrière n'avait presque jamais résidé à Rome, parcourant l'Europe comme visiteur général ou apostolique ²⁹⁸), Van Hecke, au contraire, ne quittera plus la ville éternelle jusqu'à sa mort en 1687, se mêlant de toutes choses, particulièrement de celles de sa province, profitant de son ascendant sur les généraux, les cardinaux protecteurs et les cardinaux antijansénistes.

C'était en effet précisément pour pouvoir s'occuper de cette province et non pas de celles de Pologne ou d'Autriche, que Van Hecke

²⁹⁵) Dans ses lettres au cardinal Bona (cf. infra), Lupus donnera quelques détails sur ce départ; voir aussi CEYSSENS, *Michael Van Hecke op weg naar Rome*, passim, où on trouvera également des indications sur son fameux manuscrit *Augustinus usu agnitus*, dont l'auteur se flattait « esser un' opera non mai più composta né veduta » (p. 38), (l'impression en fut interdite par le Conseil de Brabant et plus tard également par Rome).

²⁹⁶) J. J. Gavigan, *Assistentia pro provincia Austriae*, dans *Augustinianum*, 6 (1966) 259-293.

²⁹⁷) Jean de Breisach, membre de la province Belge-allemande, avait été élu en 1661.

²⁹⁸) Voir dans AGA, Aa 37, f° 53-56, un écrit *Informazioni*, dont Van Hecke pourrait être l'auteur. Les raisons invoquées contre la juridiction de l'assistant de Germanie sur la province belge-allemande y sont mentionnées et réfutées.

s'était procuré le bref pontifical. Il portait encore rancune à de nombreux confrères qui lui avaient résisté à Louvain et ailleurs. Il voulait prendre sa revanche, Car il prétendait que la province *di Fiandra e di Colonia* appartenait à sa circonscription allemande, à cause des neuf couvents allemands qui faisaient partie de cette province. On lui avait objecté déjà au chapitre général de 1673 que jamais cette province n'avait appartenu à son assistance, mais le titulaire était assez inventif pour étayer sa position ²⁹⁹).

On comprend donc facilement que Van Hecke fût opposé mordicus à la division de la province *di Fiandra e di Colonia*. Si les neuf couvents allemands devaient devenir autonomes, il perdait du coup son pouvoir sur les couvents des Pays-Bas espagnols, lesquels seuls l'intéressaient.

C'est autour de cette division que les difficultés avec Van Hecke vont recommencer. Si depuis longtemps, elle était souhaitée, on semble y avoir poussé davantage depuis la promotion de Van Hecke, afin d'échapper à ses ingérences. En tout cas, il en fut question au chapitre provincial de 1673, qui allait devenir un cauchemar pour Lupus.

Ce chapitre avait été présidé par Lupus (que Van Hecke considérait comme son rival et qui par conséquent assumait, comme président, une grande responsabilité pour tout ce qui s'était passé). Jean-Baptiste Du Pernes, la bête noire de Van Hecke et de ses adhérents, y avait été élu (une seconde fois) provincial. Des mesures sévères y avaient été prises pour revenir à la stricte observance ³⁰⁰), dont les « libertins »

²⁹⁹) Cf. infra.

³⁰⁰) Au chapitre provincial, avec la collaboration de Lupus, président de ce chapitre, De Pernes avait, en vue de la réforme de la discipline religieuse, renouvelé d'anciennes mesures, surtout celles que le général Luchini avait prescrites en 1659 (*Decreta pro Coloniensi seu Belgica provincia... edita per... Paulum Luchinum*, s.l., in-8°, 22 p.) et il en avait ajouté d'autres très rigides. Il les avait imposées aussitôt après le chapitre sans attendre l'approbation de Rome. C'est une des raisons pour lesquelles il fut suspendu : « eo quod decreta ista per provinciam promulgari iusserat absque approbatione Reverendissimi Patris, quod per SS. Constitutiones vetitum esse contendit. Ideoque illum punit quod acta capituli inutilia miserit »; cf. Balduinus DE HOUTA, *Historia chronologica monasterii Angiensis* (ms. conservé au collège St. Augustin à Enghien), p. 275. Le provincial avait entre autres gravement interdit « ne in conviviis ulli administraretur amplius quam pinta Brabantica vini. Plurimi Patres scripserunt ad R. P. M. Michaelem Hecke... qui a Reverendissimo et a Congregatione generali hanc obtinuit modificationem ut... daretur... religiosis... in prandio una pinta Brabantica et ad summum unum maius vitrum ad sanitatem... Signatum F. Michael Heckius. Romae ad S. Augustinum, 14 Aprilis 1674 ». Il y eut encore « famosum praeceptum quod tam

(Lupus appelle ainsi les partisans de Van Hecke) ne voulaient pas. On y avait parlé de la division de la province dans le dessein d'en faire la demande au général. Pressés de retourner chez eux (on était en temps de guerre, et même à proximité des armées ennemies) les capitulaires, à la fin des sessions, souscrivirent en blanc les actes du chapitres. Le définiteur, Frédéric Lessius, qui bientôt les rédigea, n'y fit aucune mention du projet de division ³⁰¹). Pourquoi? Par

multorum et meam sane dum iuvenis essem torsit conscientias: ...ut extra conventum neque bibant neque comedant sine... licentia provincialis vel eius vicarii, quam non nisi bis in anno dare possit»; *ibid.*, p. 275.

³⁰¹) Les détails restent assez obscurs. Dans sa lettre du 11 juillet, le général écrit au cardinal protecteur: « circa le lettere potendosi dal Padre Assistente produrre, non ho che dire se non, al n° 4º, ove si adduce il testimonio del Padre Lessio, diffinitore, che distese gl'atti e suppressò il decreto della divisione della provincia, [e] asserisce con sua lettera al Padre Assistente non esserli stato consegnato. Questa lettera non merita fede, perché antecedentemente lo stesso mandò sua attestazione che questa suppressione di decreto fu fatta da lui senza ordine del provinciale, e questa fede giurata deve prevalere ad una lettera privata»; AGA, Aa 37, f° 119.

Sur l'ordre du cardinal Altieri, l'internonce Ottavio Falconieri fit ce récit, qu'il envoya à Rome le 28 avril 1674: « ...Quest' elettione [del Du Pernes] non hebbe molt'applausi, si perché altre volte haveva conseguito ...la medesima honorevolezza, onde gli doveva bastare, come perché nella diversità dell'opinioni de' concorrenti e degli elettori egli seppe approfittare i suoi vantaggi. Per beneficio di quella provincia, dalli Padri del diffinitorio [= capitolo] furono fatti molti articoli e decreti, et perché [la provincia] si stende largamente in diversi paesi, si suppone per indubitato che uno dei decreti fatti dai Padri del diffinitorio fosse di supplicare in Roma il Padre Generale per la divisione della medesima provincia, affinché rimanendo più strettamente uniti i conventi della Fiandra Belgica, si desse maior communicatione fra quei religiosi et si potesse meglio far conservare la disciplina regolare che in quella provincia fiorisce.

Nella copia degl'atti capitolari che furono trasmessi in Roma per la conferma, non si leggeva quest'articolo della divisione della provincia, il benché diffusamente se ne discorresse nella congregazione del capitolo generale [= provinciale] ma senza conclusione, così per la diversità dei pareri e per l'arduità del negotio, come perché non si ritrovava motivato quest'interesse nelle prenommati atti. Nacquero dunque non leggieri disturbi sopra di questa materia, mentre molte lettere particolari di persone cospicue di quella provincia motivavano che fosse stata risolta del diffinitorio la divisione della provincia, e poi negl'atti autentici venuti in Roma non si ritrovava questo medesimo articolo.

Per mettere in chiaro la sussistenza di questa verità fu fata l'incombenza al Padre Assistente di Germania, acciò procurasse le notizie più vere che fossero possibili, onde corsero per tal effetto più lettere e parva che si rimangesse in negotio a questo punto; che li Padri del diffinitorio per sbrigarsi più presto e per ritirarsi più sollecitamente alli loro conventi, sottoscrissero un bianco nel qual dovevano essere trascritti gl'atti capitolari per mandarsi a Roma e che questo articolo fosse trascurato dal Padre che li

inadvertance? Par caprice? Par ordre du provincial ou du président Lupus? On ne le sut jamais au juste. Mais il me semble assez probable que l'oubli ait été volontaire et diplomatique. Les capitulaires s'étant déclarés pour la division, on pouvait aller de l'avant, mais il fallait éviter les ingérences de l'assistant intéressé. Mieux serait de ne pas en parler, mais d'agir indirectement sur les amis romains du P. Lupus, qui pourraient gagner le cardinal-protecteur.

Entre-temps, par ses adhérents, Van Hecke sut qu'il y avait eu « un décret de division » et il en conclut que les actes du chapitre avaient été faussés. On tarda donc à les confirmer pendant que Van Hecke prenait des informations plus précises. En se documentant, il entra en correspondance avec certains supérieurs locaux qui réclamaient contre les ordonnances trop sévères, à leur avis, du chapitre. Il leur fournit, au nom du général, des interprétations plus bénignes. Ces interventions froissèrent le P. Du Pernes, qui se laissa aller à des mesures imprudentes et quasi à sa perte. Dans une réunion définitoire, tenue à Louvain le 13 septembre, il fit prendre cette décision, certes, conforme aux constitutions, mais offensante pour le général :

« Omnibus et singulis prioribus conventualibus mandamus ut nullas Reverendissimi P. Prioris Generalis litteras ad totum suum conventum inscriptas et directas audeant aperire vel publicare, sed ipsas mittant ad R. P. Priorem provincialem acturum de ipsis iuxta caput quartum tertiae partis SS. Constitutionum » ³⁰²).

Sans tarder le 9 décembre, le général Oliva donna, ce décret :

« ...Sufficienter constituto nobis de Patris... Provincialis actorum capituli mutilatione, diversisque falso allatis, de inobedientiis contra nostras ordinationes deque condito ac publicato decreto

copiò, non restando ancora giuridicalmente provato se ciò succedesse o per sbaglio, o per inganno, o per suo mero capriccio, o vero per preciso comandamente del Padre Provinciale eletto...

Tosto da questo castigo salutare il Padre Provinciale fece ricorso al Padre Magistro Lupo, implorando il di lui patrocinio, consapevole della molta stima che a ragione si fa della di lui persona per il suo gran merito. Mosso il Padre Magistro Lupo dall'innata pietà del suo animo a commiserare l'afflittione del Padre Provinciale sospeso, non ostante che fossero passate alcune discrepanze fra di loro, così nel maneggio del capitolo, come nella narratione degl'atti che furono trasmessi a Roma, abbracciò costantemente il Padre Provinciale e promosse in Roma molte pratiche per facilitar la restituzione nell'ufficio... » AGA, Aa 37, f° 117-118v.

³⁰²) *Liber Mechliniensis*, f° 188.

ne litterae nostrae legantur nisi prius sibi praesententur, quod quidem decretum tamquam temerarium irritamus... et pro irritato... a nobis declarato per omnes eiusdem provinciae conventus publicari ac registrari mandamus...; [constituto] de alio decreto super computationibus extra conventum iterato publicato ante nostram confirmationem, sine qua publicari non poterat... ideo... praefatum... Du Pernes ab officio provincialatus... suspendimus...; rectorem provincialem... Philippum De Beyne constituimus... » ³⁰³).

Cette grave mesure avait été prise hâtivement, sans examen approfondi des faits, sans observer les formes juridiques d'un procès. Le général lui-même l'avouera plus tard au cardinal protecteur :

« Li delitti si supposero veramente commessi, senza dover poi fare ulterior pervestigazione, e la sospensione data fu al Perne *pro mitiori poena*, stimandosi esservi luogo alla privazione » ³⁰⁴).

Mais la suspension, comme telle, semblait déjà très grave, surtout lorsqu'on allait l'appliquer dans toute sa rigueur : Du Pernes devait céder le sceau et les registres de la province et même renoncer à sa préséance. De plus, le recteur provincial imposé était un religieux quelconque du parti de Van Hecke. Il n'avait jamais été provincial, il n'appartenait pas au définitoire, et Lupus qui le connaissait bien comme son collègue à Louvain, le tenait pour un incapable ³⁰⁵).

Bouleversé par ce coup inattendu Lupus écrit, le 1^{er} février 1674, à Favoriti :

« ...P. Generalis nostrum priorem provincialem nupperrime suspendit ab officio. Quid simile sol unquam vidit in Belgio? Certe non bene fecit. Et nisi potenter et violenter intercessissem, omnia hic scaterent turbis et scandalis » ³⁰⁶).

Conscient de sa responsabilité, Lupus n'hésite pas. Il prend l'affaire en main, organise la résistance juridique et l'appel au pape. Il ranime le courage du provincial, l'engage à ne céder sa préséance à personne, à ne pas rendre le sceau de la province, et prenant les devants, il cache même le registre aux actes provinciaux, pour qu'il

³⁰³) Voir le document dans le *Liber Mechliniensis* (ms), f° 290-291.

³⁰⁴) AGA, Aa 37, f° 119.

³⁰⁵) FFC, doc. 63 et 70; cf. infra.

³⁰⁶) FFC, doc. 63.

ne soit pas remis à l'intrus ³⁰⁷). Il a recours à ses amis puissants de Rome, le secrétaire Favoriti et le cardinal Bona, cistercien, si expert en affaires concernant les ordres religieux ³⁰⁸). Mais il n'ose pas s'adresser au général, ne le connaissant pas et le sachant prévenu par Van Hecke. Ce dernier, il le craint, parce qu'il mobilise ses patrons romains, surtout le cardinal-protecteur et le cardinal Jean-Baptiste Brancacci, préfet de la congrégation des évêques et des religieux ³⁰⁹).

Dans une première lettre, du 23 janvier 1674, Lupus prie le cardinal Bona de travailler à un accommodement qui sera, pour le général, une issue moins déshonorante qu'une sentence par juge délégué :

« Quod in litigiosa causa cogor interpellare Eminentiam Vestram gravissime doleo. Cogor ad avertenda publica scandala.

Pater generalis [Oliva] nostrum priorem [De Pernes] suspendere tentavit ab officio, sine legitimis causis et contra omnem iuris ordinem, et ex eius decreto nihil sequi postest nisi publica omnium nostrorum conventuum et fratrum discordia, atque ita eversio omnis disciplinae. Ubi enim non est pax, quomodo posset disciplina vigere? Deo laus, in fraterna pace vivimus, studemusque disciplinam et servare et instaurare, et Domino Deo iuxta nostram professionem servire, et fidei populo sumus bonus odor.

At ecce Pater Generalis, qui adiuvare deberet, turbat omnia. Pater Provincialis, et Diffinitorii mandato, appellavit ad Suam Sanctitatem. Sic enim oportuit. Quae appellatio si procedat, erit Patri Generali admodum indecora. Rei seriem proxime exponam latius.

Quo autem tendant haec omnia, Eminentia Vestra facile perspicit. Hinc ex omni corde supplico ut Patrem Generalem ad se vocare, illi meliora consilia persuadere, atque hoc singulari beneficio totam hanc provinciam nostram arctius sibi devincire dignetur Eminentia Vestra... » ³¹⁰).

En dépit de toute sa bonne volonté, Bona ne put répondre aux désirs de Lupus, du fait qu'il ne pouvait pas trouver le général, absent à cause de la visite canonique ³¹¹), et qu'à la curie généralice il ne rencontra que mauvaise volonté. Il se rendit donc chez le cardinal-

³⁰⁷) Voir les lettres de Lupus que nous citerons encore.

³⁰⁸) Cf. infra les correspondances entre Lupus et Bona.

³⁰⁹) Lupus eut cependant quelque correspondance avec ce cardinal; cf. WIJNANTS, *Epistola dogmatica*, passim.

³¹⁰) FFC, doc. 62.

³¹¹) Cf. VAN LUIJK, *L'Ordine agostiniano*, dans *Augustiniana*, 20 (1970) 670.

protecteur, bien disposé mais surchargé de besogne. Vers le milieu de février 1674 il écrivit à Lupus :

« Si meo arbitrio et postestate penderet turbas istic exortas componere, iampridem provincialis vester absolutus a poenis esset et pristino gradui restitutus; sed cum mediatoris dumtaxat officio fungi potuerim, quidquid operae ad pacem contuli, irritum fecit adversantium industria, ne dicam pervicacia.

Tandem hac de re allocutus sum Eminentissimo D. Cardinalem Alterium, Ordinis vestri protectorem, eumque certiorum feci de statu negotii et enixe rogavi, ut tandem sua auctoritate liti et discordiae finem imponat. Audivit me benignissime, seque valde propensum ostendit ad ea quae pacis sunt, et ne multitudo negotiorum quibus premitur, promptae expeditioni obstat, D. Fabrum³¹²) admonui ut eundem conveniat et urgeat quae solet prudentia et sollicitudine. Ab ipso igitur rei exitum praestolari oportet, et ego interim tuis orationibus et sacrificiis me commendo »³¹³).

Dans une autre lettre, aujourd'hui perdue, Bona ayant recommandé un acte d'humilité de la part du provincial, pour amadouer le général, Lupus répondit le 9 mars 1674 :

« Eminentiae Vestrae quod cruda huius provinciae vulnera medicari dignetur, optima memoria apud nos erit et perpetuam benedictionem. Est incomparabile beneficium. Etenim hac in provincia studuimus regularem disciplinam diligere et producere utiles Ecclesiae filios, atque ita talis motus est nobis perniciosissimus. Non sumus adeo numerosi, ut Praedicatores ac Minores, non enim admittimus nisi iuvenes bene natos. Et sic apud omnes sumus boni odoris et quidem post multas misérias quae nobis etiam crearunt praecipitata mandata Priorum Generalium. Certe hi opus habent ut circa ultramontanas provincias non credant omni spiritui. Quod dico ad aures Vestrae Eminentiae.

Doleo quod Patrem Generalem in Italia non noverim. Hinc ipsi non audeo cum fiducia scribere. Interim aliud non ambio quam ipsi per omnia pleno animo servire, uti debet patri filius. Et supplico ut Eminentia Vestra dignetur ipsum hac in re firmare. Hinc iuxta saluberrimum ac vere religiosum Eminentiae Vestrae consilium, Patrem Provincialem induxi ad se humiliandum et postulandam veniam, ideoque ad fatendum culpam ubi forsan illa non fuit. Et ipse id facit per adiunctas litteras.

³¹²) Il s'agit de Hubert Fabri, originaire de Maastricht, qui résida longtemps à Rome comme agent; cf. M. VAES, *Les fondations hospitalières flamandes à Rome*, dans *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome*, 1 (1919) 277.

³¹³) FFC, doc. 65.

Supplico, ut inchoatum pacis sanctissimum opus complere, suspensionis absolutionem obtinere et meam nimiam fiduciam boni consulere dignetur Vestra Eminentia.

P.S. Postrema *Scholia* spero pervenisse ad Vestram Eminentiam, cuius iudicio illa plene submitto. Omnis haec lis est nata ex decreto quo conclusimus dividendam hanc provinciam. Et divisio est penitus necessaria. Hinc et ipsam supplico P. Generali commendare » ³¹⁴).

L'acte de soumission du provincial, Bona le communique au général. Mais celui-ci n'en est pas content. Il exige une entière satisfaction avant de passer à l'absolution. C'est ce que Bona fait savoir le 31 mars 1674 :

« Epistolam Patris Du Perne statim reddidi P. Generali et cum ipso de toto negotio longum sermonem habui. Conclusio fuit : P. Generalis paratus est in pristinum gradum illum restituere, sed conqueritur quod nondum plene obedierit, nam rectori provinciae, post latam sententiam, instituto sigillum provincialatus non consignavit, ubique locum sibi sumit ante priores conventuum, registra item provinciae apud se retinet et suppressit litteras quas P. Generalis mandavit publicari.

Haec impedimenta si ab ipso amota fuerint, finis liti impositus erit. Scribo ad illum in hanc eandem sententiam et interim agam una die proximae hebdomadae cum Eminentissimo Domino meo Cardinali Brancaccio, ut si fieri poterit, citius hoc negotium componatur... ³¹⁵).

Dans sa réponse du 4 mai, Lupus révèle des détails étonnants sur ses propres activités et sur celles du P. Hecke et de ses adhérents :

« Plene scio me Eminentiae Vestrae benignitate abuti ac esse importunum. Verum a tanto praelato, qui regularis vitae omnia arcana novit, scio mihi gratiose indulgendum.

Prioris Provincialis suspensio hanc provinciam praecipitat in grandia mala, et praecipitabit in maiora. Et Pater Generalis permittit se circumduci mendaciis. Etenim quod Pater Provincialis provinciae sigilla substituto rectori non tradiderit, est horrenda calumnia. Ea statim tradidit. Et quidem me invito. Studui illa subripere et custodire, verum ille tradendo me praevenit. Provinciae regesta illi eripui et usque nunc custodio. Etiam illi auctor fui ut prioribus conventualibus locum non cederet. Quare si quae hic culpa, mea est.

³¹⁴) FFC, doc. 57.

³¹⁵) FFC, doc. 68.

Et volo mei facti rationes exponere Eminentiae Vestrae. Primo quia locus, sigilla ac regesta sunt dignitatis propria insignia, ideoque nemo praelatus illis se exuere debet nisi degradatus. Est clara doctrina sacrorum canonum. Et omnis poena est strictissime interpretanda, ideoque ab officio suspensus aliud non debet quam ab administratione cessare.

Aliam rationem Eminentia Vestra dignetur ad aurem accipere. Eam invitus edico. Haec omnia aguntur ex spiritu vindictae. Pater Michael Heckius, qui Romae dicitur assistens Germaniae, graves hic lites habuit. Eum haec Universitas expunxit ex albo doctorum et proscripsit a scholis publicis. Rex catholicus eius quemdam librum prohibuit, et sub sigillis regis damnavit ad perpetuas tenebras. Et regium iudicium Alexander VII confirmavit. Et haec omnia Pater Provincialis, etiam tunc idem munus gerens, debuit exequi et fuit executus. Originales Cardinalis Rospigliosi, qui tunc erat a secretis Status et postmodo fuit Clemens IX, ista iubentes litterae apud nos servantur. Hoc apud istum assistentem manet alta mente repostum et modo operatur. Haec item omnia sunt inscripta regestis. Hinc ipsa ne raderentur aut aliam paterentur iniuriam, censui reservanda. Praesertim quia substitutus rector [De Beyne] non est cui credantur similia. Et certe talis vir [Van Hecke] non fuerat evehendus ad Patris Generalis assistentiam. Deo laus, iam a 46 annis in S. Augustini habitus studui servire Domino Deo. Et fui optime educatus. At postea tertio vidi et cum lacrimis dolui in provincia turbari pacem publicam, ideoque et omnem disciplinam. Et semper id factum fuit per indiscreta ac praecipitata mandata Priorum Generalium. Aliud nolo dicere.

Provincia modo est sine capite. Hinc et nobis illa mala, de quibus sacer textus *Non erat rex in Israel*. Et nisi Pater Provincialis reponatur, exsurget factio libertinorum, quae omne aurum in scoriam, omne vinum verset in aquam.

Et eius exordia ex nunc ita increverunt, ut Patrem Provinciale, quem timent a Patre Generale reponendum, studeant excludere per violentiam laicam. Ille enim est Insulensis, ideoque per bellum subditus Regi christianissimo. Hinc illi dicuntur apud Regis catholici ministros agere ut prohibeatur a hispanico Belgio. Suspicio non caret fundamentis. Verum nulla hinc difficultas. Regii enim ministri me audient.

Eminentissimus Dominus Cardinalis Alterius vocat me ad Urbem. Et quia amplius refragari non ausim, sum venturus, licet cum multorum hic offensa. Hinc etiam videtur agi ut Patris Provincialis absolutio differatur usque post meum discessum. Tunc enim liberae vitae amatores excutient omne frenum et agent ex arbitrio.

Propter has et plures alias rationes humillime supplico ut Eminentia Vestra agere dignetur cum Eminentissimo Domino

Cardinali Brancacio et nos liberare quantocius a miserandis calamitatibus. Omni Belgio fecerit beneficium. Etenim in plerisque hic civitatibus publice docemus iuventutem, ideoque domestica pax et monastica disciplina sunt nobis penitus necessariae.

Et ut omnis obex amoveatur, Pater Provincialis iam cessit suo loco. Etiam quasdam litteras Patris Generalis, quas erroribus et obreptionibus plenas ego detinebam, iussit tradi substituto rectori; et sunt traditae. Regesta autem tradam, si ita videatur Eminentiae Vestrae. At profecto non convenit. Interim absolutio non debet ideo pati moras.

Si quae alia adhuc desiderentur a Patre Generali, quorum tamen non sumus conscii, implebuntur ad eius nutum. In hoc parati sumus omnes. Eminentiae Vestrae nomen erit apud nos in perpetua benedictione. Etiam meae importunitati supplico veniam ab Eminentia Vestra in me indignum beneficentia » ³¹⁶).

Sur les détails qui attristent sa vie parce qu'ils nuisent à sa province, Lupus s'étend dans deux lettres adressées à Bona le 26 mai 1674 :

« Quotidie accipio similes litteras ³¹⁷) et querimonias. Et omne Belgium admiratur talem virum [Van Hecke] esse factum Patris Generalis assistantem, adeoque illi datas vires ad turbanda omnia. Nam per desperationem exivit e Belgio. Plura dicam, si contingerit me Romam pertingere.

Certe vulnera gravissima quae P. Generalis infligit disciplinae regulari debent corrigi, aut peribit hic nostra religio. Et nobis unica spes est in Vestram Eminentiam. Quod iste vir dicat se laesum a P. Provinciali est res ridicula. P. Seraphinus, carmelita, novit virum. Eum supplico audiri.

Gravissime doleo quod cogar has sordes obtrudere Eminentiae Vestrae. Verum etiam similia sunt poenae nostrorum peccatorum. Supplico mihi ignosci a Vestra Eminentia » ³¹⁸).

Il y ajoute, le même jour :

« Vulnera quae P. Generalis infligit huic provinciae numquam purgare poterit. Omnia implet scandalis, litibus et lacrimis. Lacerat omnem fraternam caritatem. Scio non per ipsum fieri, sed per Patrem Heckium. Verum ipsius est frenare hominem et eius turbulentis non cooperari.

Vir iste studet tria hic explere. Primo regularis vitae zelatores deicere, et erigere libertinos, imo et criminosos qui omnia des-

³¹⁶) FFC, doc. 70.

³¹⁷) Lupus communique une lettre, non datée, qu'il venait de recevoir de François Cortenbergh, prieur à Bruxelles; FFC, doc 72.

³¹⁸) FFC, doc. 71.

truant. Deinde a conventibus, qui omnes ex bellicis calamitatibus laborant extrema inopia, nummos extorquere. Tertio se vindicare de omnibus quos hic non diligit. Hinc nobis in provinciae rectorem obtrusit hominem ineptum, per omnia obnoxium et satellitem eius cupiditatibus. Ipsius in Bruxellensi conventu acta videbit Eminentia Vestra ex adiunctis litteris prioris Bruxellensis. Et istum ipsum minatur deicere. Ego cum S. Polycarpo exclamo ad Dominum Deum : *Clementissime Deus in quae tempora me coniecisti*. Etiam clamo ad Eminentiae Vestrae pro monastica disciplina zelum. Scio me ipso abuti. Verum optimorum lacrimas qui possim contemnere. Flexis genibus supplico ut priorem provincialem suo officio reddere dignetur Eminentia Vestra » ³¹⁹⁾

Mais dans l'entre-temps, Bona craint de travailler en vain. On lui a fait savoir que l'affaire du provincial présente un dessous politique. Le P. Du Pernes étant Lillois, il est de l'intérêt de l'Espagne qu'il ne soit pas supérieur dans les Pays-Bas catholiques. Le gouverneur général de Bruxelles aurait prié le cardinal Everard Nithard, jésuite, ambassadeur d'Espagne à Rome, d'empêcher la réhabilitation du provincial suspendu. Bona désire donc se retirer de l'affaire. C'est ce qu'il fait savoir vers la fin de mai 1674 :

« Doleo quod pro negotio vestri Provincialis hactenus in vanum laboraverim; causa enim transivit in politicam, et Gubernator Belgii ad D. Cardinalem Nitardum, qui Regis catholici orator est, scripsit ut omnino impediatur ne in pristinum gradum restitatur, id exigente servitio regis.

A Patre Heckio, ut ipse scribis, haec commotio orta est, quae vix sedari poterit, nisi P. Provincialis ad ipsum Heckium litteras mittat quibus veterum simultatum veniam petat ³²⁰⁾ et dicat

³¹⁹⁾ FFC, doc. 71, annexe.

³²⁰⁾ Le jour de la Pentecôte, 13 mai 1674, le provincial Du Pernes écrit à l'assistant général Van Hecke : « Dum in hac solemnitate spiritui pacis et charitatis sacra, satago pro modulo conscientiam expurgare et ad eiusdem Spiritus in cordis hospitio susceptionem praeparare, subito me timor et anxietas ne forsane eiusdem Spiritus susceptioni obsit non satis testatus erga Vestram Eximiam Paternitatem fraternae pacis et christianae charitatis affectus, et non de nihilo vereor ne inter varias vobisque notas difficultates aliquid humanae infirmitatis in cor etiam non advertentis aliquando irrepserit quod eidem Spiritui pacis minus placuerit. Quare ne videar Spiritui gratiae resistere, has mei erga vos effectus et charitatis testes scribo fidelissimas, quibus sincere et ex corde meam omnem operam, mea offero obsequia, rogoque ex fraterna et religiosa charitate mihi condonari, si quid a me unquam gestum, dictum aut scriptum fuerit quod Eximiam Vestram Paternitatem offendere potuerit, dicens cum S. Augustino ad Hieronymum commotum haec verba scribente : obsecro te per mansuetudinem

se velle suam dignitatem de manibus eius recuperare. Etiam Dominum Cardinalem Brancacium traxit in partes suas, ut a P. Generali audivi, ideo praeclusa mihi via est, qua possim tuis desideriis satisfacere et paci provinciae consulere. Patri quoque Generali magnopere displicet haec perturbatio et nisi impediatur, cito causam expedire paratus est... » ³²¹⁾.

A la suite de ces nouvelles de Rome, Lupus entre, dans sa réponse du 29 juin 1674, dans des détails révélateurs sur les démarches secrètes du P. Van Hecke et de ses adhérents :

« Denuo, licet erubescam, compellor Eminentiam Vestram interpellare. Scire studui quid esset de Domini Gubernatoris nostri litteris ad Dominum Cardinalem Nitardum. Ex rationibus Bruxellas ire non potui, sed magnum virum ³²²⁾ rogavi ut dignaretur ire et ivit. Et convenit D. Gubernatorem, Sanctioris Concilii praesidem [De Pape] et cunctos eius assessores.

Porro ab aliquot septimanis exiit regium edictum quo omnes sub rege christianissimo habitantes, etiam cuiuscumque gradus clerici aut religiosi vetantur in Catholici Regis civitates accedere citra Domini Gubernatoris veniam ³²³⁾.

Dicto igitur primati viro et D. Gubernator et D. Praeses et cuncti eius assessores uno ore dixerunt, nihil sibi esse contra nostrum Patrem Provincialem; ab isto edicto ipsum singulariter non tangi; eius suspensioni se nullatenus misceri, atque ita se ab illius continuandae voluntate esse alienissimos; optare ut eius causa componatur. Quin imo Illustrissimus D. Praeses ac eius item assessores admodum non dumtaxat mirantur, sed etiam indignantur ac scandalizantur Patri Michaeli Heckio Romae fieri auctoritatem turbandi omnem hanc provinciam. Deinde indignantur quod idem P. Heckius apud Eminentissimos

Christi, ut si laesi te, dimittas mihi, ne me vicissim laedendo, malum pro malo reddas. Sic obsecrat ex animo »; AGS, Aa. 37, f° 382.

³²¹⁾ FFC, doc. 73. Bona revient sur l'inutilité de ses démarches dans sa lettre suivante; doc. 75.

³²²⁾ S'agit-il de Libert De Pape, abbé de l'abbaye du Parc, frère du chef-président Léon-Jean De Pape ?

³²³⁾ Ce décret, donné par le gouverneur de Monterey, le 21 avril 1674, portait : « Comme nous sommes informés que diverses choses se sont tramées par des religieux et gens d'église qui viennent de France ou des pays cédés ou y vont, nous vous ordonnons de prévenir que nuls religieux ou gens d'église n'aillent vers la France ou n'en viennent ès pays de Sa Majesté, sans notre permission, à peine d'être châtiés selon l'exigence des cas ». L'archevêque de Malines, Alphonse de Berghes, communiqua ce décret aux supérieurs des religieux, le 28 avril 1674. Philippe Du Beyne en fit part à ses couvents le 19 mai 1674. Cf. *Liber Mechliniensis* (ms.), f° 306-307.

Dominos ita audeat abuti edicto regio. Tertio asserunt se plurimum scandalizatos a duobus eiusdem Patris Heckii emissariis, qui ipsis suggererunt ex Patris Provincialis restitutione nascituros publicos Fratrum motus, atque ita ipsos ad praestanda isti restitutioni impedimenta sunt conati circumscribere. Hi sunt duo quos Bruxellis habitare non convenit ex ponderosis rationibus et quod P. Generalis illic firmat et sustinet sub sua immediata potestate.

Dum talia scribere cogor, utinam nescirem litteras. Interim Eminentia Vestra novit arcanas miseras coenobiorum. Et ut meis dictis fiat fides, atque ita haec afflicta provincia liberetur ab istis turbidinibus, oro ut Eminentissimus Dominus Ordinis protector dignetur ab Illustrissimo Sanctioris Regii Concilii praeside postulare institutionem de moribus dicti Patris Heckii.

Eminentissime Domine, ex quo Roma in Belgium redii [1660], ad regularem disciplinam et ecclesiastica studia reparanda nullas mihi dedi cogitandi ferias, nullam requiem. Et in proximo provinciali capitulo res videbatur pertigisse ad metam. Est mihi et aliis multis valde durum quod illi qui nobis deberent esse adiumento, omnia deiciant. Haec mala S. Augustinus magis detestabatur quam omnes bellicas a Wandalorum barbarie calamitates. Nisi cessent haec scandala, nostra religio abibit in fumum. Et non sine detrimento Belgicae ecclesiae. Hinc flexis genibus supplico ut nostri Provincialis restitutionem impetrare tandem ac transmittere dignetur eminentissima vestra in nos benignitas » ³²⁴).

Finalement, après six mois, les prières de Lupus allaient être exaucées. Au provincial l'absolution fut donnée et les pouvoirs rendus, le 27 juin 1674 ³²⁵). C'était une victoire entière remportée par Lupus. A celui-ci Favoriti écrivit vers la fin de juillet :

³²⁴) FFC, doc. 76. Le 14 juillet, Lupus écrivit encore à Favoriti : « Pater Assistens Hispaniae ad Dominum Belgii Gubernatorem scripsit litteras quibus conatus est P. Provinciali novos obices obicere. Ita hic politicus obex non venit ex Belgio Romam, sed Roma in Belgium. Sunt machinae P. Michaelis Heckii. Et istis litteris hodie respondetur. Nihil aliud respondetur nisi quod sit generale edictum ne quis clericus aut religiosus transeat de regno in regnum sine venia D. Gubernatoris. Ita mihi hodie dixit ipse Illustrissimus D. Praeses Sanctioris Concilii, et adiunxit D. Gubernatoris veniam P. Provinciali, dum suspensionis absolutio veniret, non denegandam. Etenim ministri regii optime noverunt personam. Haec scribenda duxi pro instructione illustrissimae prudentiae ac benignitatis vestrae » ; FFC, doc. 77.

³²⁵) « ...Cumque praefatus Pater a provincialatu suspensus, humillimis son semel precibus supplicaverit sibi commissos errores remitti, et veniam multoties deprecatus, nostris ordinationibus obedientiam praestiterit, seque ab officii provincialatus adminis-

« Circa Patrem Pernes omnia bene se habent, et ex tua sententia, sicuti iam intellexisse te arbitror » ³²⁶).

Lupus, très reconnaissant, écrivit, le 17 août, au cardinal Bona :

« Quantum Eminentiae Vestrae debeam, effari non possum. Fui admodum importunus ac impudenter molestus. Attamen non est meae commoditatis, sed spero egisse ex amore regularis disciplinae. Hinc spero mihi ab Eminentissima Vestra pietate gratiose ignoscendum.

Eidem ago summas gratias semperque agnoscam novum hunc titulum accessisse aliis plurimis ex quibus obstringor

tratione abdicaverit, idcirco nos paterna miseratione potius quam iudiciali auctoritate uti volentes... a provincialatus suspensione absolvimus »; *Liber Mechliniensis*, f° 310.

L'initiative avait été prise par le cardinal Altieri. Le général se déclara d'accord (dans une lettre datée de Sienna le 11 juillet) à condition que les registres provinciaux fussent remis (s'ils ne l'étaient pas déjà), en signe d'obéissance, au recteur provincial; AGA, Aa. 37, f° 119r. L'assistant Van Hecke s'y opposa au contraire. En vertu d'une liste de reproches contre le P. Du Pernes dont il fit état, il voulut par voie juridique arriver à la déposition; cf. *ibid.*; l'absolution fut confiée à l'internonce à Bruxelles; voir la lettre d'Altieri à l'internonce en date du 21 juillet 1674; *ibid.*, Aa 37, f° 388. Chose étonnante : pour échapper aux réactions du P. Van Hecke et de ses protecteurs, le cardinal se laisse aller à des mensonges : il prétend que la commission d'absolution a été envoyée par le courrier précédent et ne peut plus être révoquée. L'internonce est prié d'antidater aussi sa réponse.

Oliva ajouta à l'acte d'absolution une lettre très dure (datée du 28 juin) au P. Du Pernes : « Diuturnam quidem subiisti suspensionis a provincialatus munere poenam, verum id tibi tribuendum qui diutius quam par fuit in contumaci tua inobedientia perseverasti »; AGS, Dd 111, f° 62rv. Le 18 septembre 1674, le général Oliva concéda « ad instantiam Assistantis Germaniae » les privilèges d'ex-provincial au P. Philippe De Beyne qui pendant six mois avait fait la fonction de recteur provincial; *ibid.*, Dd 111, f° 155v-156r.

³²⁶) FFC, doc. 81. L'absolution n'était pas encore arrivée à Louvain le 29 juillet; FFC, doc. 79. Favoriti avoue dans une lettre postérieure : « Non fuit parvi moliminis restitutio Patris Provincialis, cum res in magnas difficultates coniecta esset, regiis etiam ministris restitutionem oppugnantibus, quamquam omnes postea ita acquieverunt ut officio, non malevolentia ad contradicendum adducti viderentur. Eminentissimus de Alteriis viriliter egit, tua potissimum causa, qui id et magnopere cupiebas, et ordini tuo pernecessarius praedicabas »; FFC, doc. 82. Le 12 août, Dominique Valvassori, procureur général des augustins, (bientôt général) fait savoir à Lupus que tout ce qu'il a fait pour la province, il l'a fait pour lui. « Si Tuam Paternitatem Romae complecti (quod mirifice opto) concedent superi, de multis certior fies quibus manifeste dignoscas me totis viribus eo collimasse ut sancta iustitiae iura firma consisterent sede sua, et iustus ille Deus, cuius vultus videt aequitatem, vota mea secundare clementissime dignatus est »; WIJNANTS, *Epistola dogmatica*, p. 30-31.

Eminentiae Vestrae famulari. Etiam provinciae diffinitorium proxime fungetur suo erga tantam beneficentiam officio » ³²⁷).

Mais le général et Van Hecke n'ont donné l'absolution que malgré eux. Ils connaissent l'influence de Lupus. Ils se vengeront de lui à la première occasion.

11. *Le provincialat de Lupus (1676-1680).*

Le provincial Du Pernes put donc reprendre son gouvernement. Quoique natif de Lille, ville depuis peu incorporée à la France, il n'eut à souffrir aucune difficulté de la part des Conseils : « Etenim ministri regii optime noverunt personam » écrit Lupus à Favoriti le 14 juillet 1674 ³²⁸). Mais il eut du fil à retordre avec les partisans de l'assistant Van Hecke, qui étaient remuants, surtout aux couvents de Gand et d'Anvers.

Le « second schisme » de la province.

La fin du triennat allait être mouvementée. La guerre vint compliquer la situation. Beaucoup de villes furent occupées par les Français. Les troupes, tant hollandaises que françaises (celles des Pays-Bas espagnols étaient presque inexistantes) rendaient les déplacements périlleux. De plus, les étrangers avaient besoin de sauf-conduits pour passer les frontières. Néanmoins c'est dans ces circonstances qu'au printemps 1676 devait avoir lieu le chapitre provincial.

Par lettre du 14 mars, le général avait désigné comme président de la future assemblée le P. François de Bassery ³²⁹). C'était un homme important. En 1657 il avait obtenu à l'université de Louvain le grade

³²⁷) FFC, doc. 85. Le même jour, Lupus remercia le cardinal Altieri; cf. JADIN, *Lettere... di particolari*, p. 208. A Favoriti, il écrivit laconiquement, le 11 août : « Quod Gratia Vestra nostrum priorem provincialem suo officio reddere dignata sit, huic provinciae fecit summum beneficium. Et ipsum illa habebit in perpetua memoria »; FFC, doc. 83. Favoriti répond le 25 septembre : « Gaudeo Patris Provincialis restitutionem tibi periucundam accidisse. Hac praecipua spe illius ego negotium adiuvī, et quia testimonio tuo plurimum detuli affirmanti, expedire provinciae illum restitui »; FFC, doc. 86.

³²⁸) FFC, doc. 77.

³²⁹) N. TEEUWEN, *Het obituarium van het Augustijnerklooster te Brussel*, dans *Augustiniana*, 4 (1954) 50-57.

de docteur en théologie. Il avait été prieur à Ypres (1661-1664) et à Diest (1664-1667); plus tard il exercera d'autres fonctions : assistant général (en 1685) et préfet de la Mission hollandaise (1686-1689). Mais il appartenait au parti de Van Hecke, que Lupus appelle celui des *libertins*. Ambitieux, il allait suivre les traces de Paludanus, l'auteur du « premier schisme », et il aurait réussi comme lui, dans « le second schisme », si Lupus n'avait pas été là.

Le provincial Du Pernes convoqua, le 30 mars, les capitulaires pour le 23 avril à Enghien ³³⁰), petite ville située au sud-ouest de Bruxelles. Mais des manœuvres intervinrent à son insu. Un petit nombre d'adhérents du P. Van Hecke avaient insisté à Rome sur les difficultés que présentait le futur chapitre provincial, tant à cause de l'insécurité des chemins en ces temps de guerre que de la difficulté d'obtenir pour les capitulaires étrangers le sauf-conduit indispensable. Ils demandaient donc d'en revenir au régime d'autrefois et de faire nommer à Rome les supérieurs majeurs ³³¹).

Le général Oliva et l'assistant Van Hecke ne demandaient pas mieux. Aussitôt ils en profitèrent pour imposer leurs candidats. Par bref pontifical du 28 mars 1676 ³³²) furent imposés d'office : le provincial Philippe De Beyne, l'ancien recteur provincial; les vice-provinciaux François Coillo pour le district Gallo-belge, Jean Schweitzer pour le district allemand; les définites De Bassery, Coillo, Schweitzer, Lupus et Henri Canisius. Bassery, déjà nommé président du chapitre, fut désigné comme commissaire apostolique pour mettre à exécution ce bref singulier qui réservait le gouvernement au parti des « libertins », c'est-à-dire à celui de Van Hecke. Seulement, Lupus y avait été joint parce que, son autorité étant bien assise à Rome, on n'aurait pas pu l'oublier.

³³⁰) *Liber Mechliniensis*, f° 319.

³³¹) Voir le décret du Conseil de Brabant en date du 7 janvier 1677 dans AGA, Aa 37, f° 132-135r; cf. FFC, doc. 102. A comparer avec la *Synopsis seu species facti eorum quae circa breve Clementis X eiusque executionem, defensionem ac impugnationem contigerunt anno 1676 et 1677*, de la main de Van Hecke, dans l'Angelica, 896, f° 156-161r.

³³²) Voir ce bref dans les *Provincialia* (ms.) de Tombeur, (ms. conservé aux archives des augustins à Gand), t. II, f° 487-498. Le bref avait été sollicité par le procureur général des augustins sous le motif que, à cause des guerres, « capitulum provinciale celebrari vix posset ». La décision avait été prise au définitoire du 4 mars 1676; AGA, Aa, 37. On y était revenu le 26 mars (ibid., Ff, 16, f° 120). Le général la communiqua le 28 mars; ibid., Dd 112, f° 230-231r.

Au bref, le général avait ajouté des lettres permettant d'user de son autorité pour imposer des supérieurs locaux du même parti. Ce dernier détail nous est fourni par Lupus dans sa longue lettre du 30 avril 1676 :

« Et his non contentus, adiunxit suas litteras, quae variis conventibus provident de priore ac reliquis officialibus. Quin et mihi potestatem fecit in hoc Lovaniensi conventu constituendi omnia : priorem, theologi studii regentem, Sacrae Theologiae professores, reliqua omnia. Etiam ista omnia mihi reservandi in pectore.

Censuit me vanum ac irreligiosum monachum, ideoque per istas artes me studuit in laqueos circumscribere. Certe si istiusmodi essem, poteram omnem hanc domum perdere. Haec sunt paradoxa destructiva religionis, inaudita hactenus, prioris generalis potestatem et boni prelati officium longe transcendentia » ³³³).

Pour se faire une idée concrète de la situation, il faudrait lire la lettre entière de Lupus. En voici encore un passage expressif :

« Quanta scandala, quanta fidelis populi murmura, quanta spiritualium ac temporalium nostrorum damna, quantos patrum ac fratrum luctus nobis suscitavit provincialis capituli suspensio, non possim edicere. Plures remotiorum conventuum Patres vocales hic haerent inter malleum et incudem, nescii an remanere expediat, an redire ad propria. Quidam enim venerunt a ducentis passuum milibus. Eorum conventus sunt sine rectoribus, sine concionatoribus et confessariis, fidei istic populo necessariis. E fidei populo quidam condolent, quidam offenduntur, quidam blasphemant statum monasticum, qui in tantis belli calamitatibus ambiat miseranda officia, et accumulet flagella flagellis.

Primates regiae Maiestatis ministri ac Belgii rectores, uti nobis ex animo compatiuntur, ita graviter stomachantur in priorem generalem, cuius utique officium est nos compellere ad disciplinam, e non ipsam solvere, et nos inquietare. Singulariter stomachantur in Patrem Michaellem Heckium, quem norunt esse prioris generalis ad haec omnia incontentem, Stomachantur viro, cuius turbidum ingenium est hic omnibus longe notissimum, Romae permitti potestatem turbandi hic omnia et evertendi.

Hinc praefati primates cogitant de crudeli remedio. Cogitant nuperum christianissimi Regis adversum priores generales arrestum seu edictum probare, et simile formare pro nobis Belgis. Vident enim nos aliter a prioribus generalibus non permittendos

³³³) FFC, doc. 102.

pie, religieuse, ac quiete vivere. Christianissimi Regis edictum hic adiungo... » ³³⁴).

Le bref n'arriva à Bruxelles que le 15 avril ³³⁵). Mais son contenu, Bassery le connaissait déjà dès le 9 précédent par une lettre du général en date du 21 mars. Mis au courant, le provincial Du Pernes et Lupus écrivirent à Rome, conjointement avec l'internonce, pour souligner la possibilité de tenir le chapitre normal et pour demander la suspension du bref. En attendant la réponse définitive de Rome, les capitulaires venus de loin seront logés dans les couvents des environs de Bruxelles.

De son côté, Bassery ne perdit par son temps. Le 17, il ordonna au provincial Du Pernes de décommander dans les 12 heures le futur chapitre d'Enghien, sous peine d'excommunication. Mais aussitôt il rencontra lui-même des entraves.

Le Conseil de Brabant suivait de près l'évolution de l'affaire. Il était au courant du projet de chapitre parce qu'il avait dû promettre les sauf-conduits. Lupus y avait des amis, tout particulièrement le très influent Pierre Stockmans, Pierre-Ferdinand Roose, neveu du Chef-président, et Gosuin Wijnants, frère de son propre secrétaire Guillaume. De plus, Bassery ne pouvait pas exécuter légalement le bref sans avoir obtenu le placet. Certes, sachant bien que le Conseil ne laisserait pas passer un tel document romain, alors que le chapitre normal — avec sa permission et celle du gouverneur général — avait été convoqué, Bassery n'avait pas l'intention de s'adresser au Conseil. Mais bientôt il dut en tenir compte. Le 17 avril survint une défense : *« quidquam quocumque modo deferre ... brevi apostolico et quibuscumque inde dependentibus ... aut quidquam innovare in antiquis consuetudinibus et statutis hactenus servari consuetis in celebrandis capitulis ... »* ³³⁶).

Cette intervention du Conseil fournissait au parti de Van Hecke un argument très puissant contre ses adversaires. Recourant à l'autorité laïque contre l'autorité ecclésiastique, ceux-ci devaient être considérés comme excommuniés. Plus tard Bassery les appellera le parti des excommuniés, et les accusera pour ce « crime » devant le Saint-Siège ³³⁷).

³³⁴) L.c.

³³⁵) Les détails qui suivent sont tirés de la *Synopsis*.

³³⁶) Ce premier décret est mentionné dans le quatrième en date du 7 janvier 1677, et dans la *Synopsis*.

³³⁷) Voir les pièces du procès dont on trouve des restes dans l'Angelica, ms. 896 (cf. G. J. HOOGWERFF, *Bescheiden in Italië*, La Haye, t. III, p. 103-105) et dans AGA.

Sans s'occuper davantage du décret, mais invoquant le bref, les partisans de Van Hecke se réunirent à Anvers pour y tenir, le 23 avril, le chapitre qui avait été convoqué pour la même date à Enghien. Très peu de capitulaires s'y rendirent. Le 22, la veille de leur session, le Conseil décréta : « *propter bonas considerationes et de assensu Concilii Status praedictis religiosis interdicere ne celebrarent concilium provinciale ... atque insuper nihil deferrent praenominato brevi Suae Sanctitatis ...* »³³⁸). Néanmoins, du 23 au 28, Bassery et ses adhérents tirent leur chapitre à Anvers, « *sine strepitu et coere- moniis* ». Ils nommèrent les supérieurs locaux, fixèrent la composition des divers couvents et prirent les autres mesures qui incombaient à un chapitre normal³³⁹).

Ainsi donc, la province était dominée par les adhérents de Van Hecke, qui le 29 avril, ne se préoccupaient pas beaucoup d'une nouvelle intervention du Conseil de Brabant. Mais le général lui-même allait troubler leur victoire.

En réponse aux réclamations des Pères Du Pernes et Lupus et de l'internonce Tanara, il avait pris le 9 mai, d'accord (dit-il) avec le cardinal protecteur, une nouvelle disposition.

Ne parlant plus de vice-provinciaux ni de définiteurs, il se borne à congédier le provincial Du Pernes et à nommer à sa place Philippe De Beyne, chargeant le président Bassery de faire exécuter cette mesure si les circonstances devraient proroger pour longtemps la tenue du chapitre provincial³⁴⁰). Deux fois de suite, le général répète

³³⁸) Voir le décret du Conseil de Brabant en date du 7 janvier 1677.

³³⁹) Voir la *Synopsis*.

³⁴⁰) « Cum nobis certo constat et in ista nostra provincia belgica subortam fuisse aliquam difficultatem circa acceptationem et publicationem brevis apostolici expediti die 28 Martii proxime elapsi, proindeque fieri possit ut ob praesentia inter principes bella Patres inter tot periculo non possint facile in unum convenire, possit ut capitulum celebrandum ulterius ac in longum tempus trahatur, hinc si haec adsint impedimenta et praeconcepta capituli prorogatio contingat, ad tollendam omnem difficultatem et animos in pace et quiete adunandos, ex consensu... Ordinis protectoris... cum iam tempus elapsum sit quo iuxta SS. Constitutiones Ordinis P. Baccalaureus J. B. Du Perne (per cuius litteras et ratione in bonum istius provinciae inducti sumus recurrere ad Sanctissimum Dominum Papam Clementem X ut ipsi provinciae pro praesenti necessitate quam optime provideretur) debebat officio provincialatus defungi, ideo si supradicta ulterioris prorogationis capituli occasio emergerit, praedictum Patrem... Du Perne per praesentes ab officio provincialatus absolvimus... ne vero provincia inter praesentes difficultates maneat sine legitimo rectore acephala... de R. P. M. Philippi Du Beyne zelo prudentiaque plurimum in Domino confisi eundem per interim

cette condition essentielle. Comme si elle se réalisait effectivement, Bassery, oubliant vraisemblablement son bref pontifical et son chapitre provincial, publia ce décret le 28 mai ³⁴¹). On en revenait donc à la situation de 1674 : un provincial capable doit vider la place pour un incapable de la faction de Van Hecke.

Mais deux jours plus tard, en vertu d'instructions reçues de Rome, l'internonce cassa cette mesure, et fit convoquer une seconde fois, par le provincial Du Pernes, le chapitre d'Enghien pour le 25 juin ³⁴²).

(à suivre)

LUCIEN CEYSENS

nostrae istius provinciae belgicae rectorem provincialem constituimus»; *Liber Mechliniensis*, f° 120-121.

³⁴¹) *Liber Mechliniensis*, f° 322.

³⁴²) « Cum ad aures nostras pervenerit P. M. Franciscum Basserii... publicasse quasdam patentes R^{mi} P. Generales... die 9 currentis mensis datas per quas R. P. J. B. de Perne, modernus provincialis belgicus ab officio provincialatus absolvitur eiusque loco P. M. Philippus Du Beyne provisionaliter subrogatur, cumque nobis liquerit ex litteris novissime ab ...Ordinis protectore ad nos datis praefatam publicationem repugnare menti Eminentiae Suae, imo et ex ipsis patentibus litteris appareat earum dispositivam non esse nisi in eventum contitionis in narrativa expressae, nempe quod capitulum celebrandum ulterius et in longum tempus protrahi oporteret. Quae quidem conditio cum non verificetur, cessat etiam Patris Generalis dispositio, ideo ad avertendas turbas ac dissidia ex praefata praetensa publicatione oritura... praefatas R^{mi} Patris Generalis litteras praesenti rerum statu locum non habere ac perperam publicatas esse declaramus ac proinde earum publicationem intimationemque seu quamcumque aliam exhibitionem cum omnibus secutis ac forte secuturis praesentium tenore cassamus et annullamus... mandantes eidem provinciali ut... convocet capitulum provinciale in feriam quintam 25 proximi mensis Junii»; *Liber Mechliniensis*, f° 323-324; f° 325-326 on trouvera la lettre de convocation, datée du 30 mai.